



Le 5 février dernier, plus de 90 personnes s'étaient retrouvées à Lahitolle pour exiger du Directeur qu'il dévoile le projet de restructuration de nos services, projet qu'il doit transmettre au Directeur Général dans le cadre de la géographie revisitée.

Pour rappel, l'information qu'il nous a transmise :

- Un seul SPF départemental, un seul SIE départemental ; nous savons qu'ensuite se sont les SIP qui subiront le même sort.
- Fermetures des trésoreries pour une organisation en back-office, non ouvertes au public ; seuls quelques comptables assureraient le front-office.
- Traitement spécifique pour les trésoreries Bourges-hôpitaux, Bourges-Municipale et la Paierie Départementale dans le cadre du développement des agences comptables.
- Organisation du réseau autour de 3 ou 4 bassins de vie mais nous avons bien compris que Sancerre serait sur la sellette ; certaines implantations pourraient n'être que des antennes sans engagement dans la durée.
- Fin de l'accueil au fil de l'eau et développement de la réception uniquement sur rendez-vous.

Depuis que nous avons pris connaissance de la note de la Direction générale en date du 10 décembre 2018 intitulée « *bâtir un nouveau réseau* » (note qui devait rester secrète) et que nous sommes maintenant informés du projet local, l'heure n'est plus au doute !

C'est bien tout le réseau qui est en voie d'être saccagé et nous avons bien compris que **pas un seul d'entre nous n'est à l'abri !**

De plus, le 13 février dernier, le gouvernement a présenté le projet de loi de « *transformation de la fonction publique* » qui ouvre la voie à la privatisation des missions publiques, à la contractualisation, à la mobilité forcée, aux licenciements déguisés sous forme de départs volontaires avec accompagnement vers le secteur privé. C'est un véritable plan social qui est en préparation dans la fonction publique.

Ce projet de loi, s'il venait à s'appliquer, permettrait une accélération du démantèlement de la DGFIP.

Non à la casse de la Fonction Publique, non à la casse de la DGFIP !

Ne nous laissons pas faire, organisons la riposte dans l'unité.

Comme nos collègues de Haute-Garonne en grève depuis plusieurs semaines, préparons le blocage de la DGFIP

Rassemblons-nous devant les trésoreries de AUBIGNY et de SAINT FLORENT à partir de 10H ,
Nous invitons les élus des collectivités à nous rejoindre pour défendre les services

EXIGEONS

LE RETRAIT DE LA NOTE DG DU 10 décembre 2018

LE RETRAIT DU PROJET LOCAL DE DESTRUCTION DE NOS SERVICES

LE RETRAIT DU PROJET DE LOI FONCTION PUBLIQUE

Dans le Cher, comme partout à la DGFIP,

TOUS EN GREVE LE 14 MARS 2019